



NON À LA VIDÉOSURVEILLANCE DANS NOS QUARTIERS !

Nous appelons les Parisiennes et les Parisiens à s'opposer à l'installation des caméras et

- à exiger le retrait du plan « 1000 caméras pour Paris »
- à exiger un débat public avec l'ensemble des habitants sur cette question
- à signer cette pétition destinée au maire de Paris

Le gouvernement a annoncé le triplement du nombre de caméras sur les voies publiques et la Mairie de Paris approuve le plan « 1000 caméras pour Paris » de la Préfecture de Police, consistant à implanter 1226 caméras dans les rues et sur les places de notre ville.

Avec la multiplication des caméras, nous assistons à la mise en place d'un contrôle généralisé des individus, sans avoir aucune garantie sur l'utilisation des images enregistrées.

Les problèmes de sécurité mis en avant pour justifier ce plan de la préfecture ne trouveront pas de réponses avec des caméras. Les études existantes le montrent bien. Pire, les techniques numériques de surveillance sont de réelles menaces pour les libertés des personnes.

Aujourd'hui, la Mairie de Paris relaie cette dérive, après quelques réunions confidentielles de concertation sur les emplacements des caméras, sans même consulter les Parisiens sur le principe du recours à la vidéosurveillance.

Nous exigeons que la Mairie de Paris mette en œuvre la « transparence » et la « concertation » si souvent prônées. Ce plan de la préfecture a des objectifs flous et un coût exorbitant (85 millions d'Euros). Un débat sur les enjeux de la surveillance par caméras entre la Mairie de Paris et les citoyens est indispensable.

▸ Si vous pensez que, pour traiter ces problèmes, réels, de sécurité, l'argent des contribuables doit être investi dans une autre politique de prévention, de développement des relations humaines et de voisinage, en favorisant par exemple l'action des associations de quartier, culturelles, et sociales,

▸ Si vous pensez qu'il vaut la peine de se demander pourquoi, fondamentalement, il y a de l'insécurité, et de s'attaquer aux causes plutôt que de vouloir en étouffer les effets,

▸ Si vous pensez que cette question mérite un débat sur le fond entre les citoyens, au lieu d'être décidée de façon discrétionnaire sur un sujet aussi grave,

▸ Si, enfin, vous pensez que la Mairie de Paris n'a pas à appuyer la politique sécuritaire du gouvernement,

signez la pétition !